

La politique du P. C. F. : le compromis pourri

Le 6 octobre dernier, Maurice Thorez et Jacques Duclos adressaient une lettre au Parti socialiste, aux progressistes, à l'UDSR-RDA, aux indépendants d'outre-mer, aux radicaux et au RGR. Le 23 octobre et le 30 octobre, les mêmes renouvelaient leur proposition de « compromis », selon la formulation que l'on trouve à longueur de colonnes dans « l'Humanité ». Le jeudi 24 octobre, au Cirque d'Hiver, Jacques Duclos entreprenait de justifier le « compromis » devant les militants de la région parisienne qui, dans le passé, ont manifesté, déjà, quelque méfiance envers la politique d'union de tous les « bons Français ».

Bien sûr, une fois de plus, le secrétaire général et son adjoint se réfèrent à Lénine, tout comme Staline d'ailleurs qui fit périr les artisans de la Révolution d'Octobre au nom du léninisme. Citons Jacques Duclos : « Il y a longtemps que les partis révolutionnaires ont discuté du problème des compromis et Lénine s'est moqué en se référant à Engels de ceux qui se prononçaient contre tout compromis » (*Humanité*, 25 octobre).

C'est vrai, Lénine a traité de la question dans l'opuscule célèbre : « la Maladie infantile du Communisme », spécialement dans le titre VIII : « Jamais de compromis »? (Lénine, Œuvres choisies, Moscou 1948, Tome II, pages 734-744).

Mais la référence de Jacques Duclos est bien dans la ligne de la méthode du « citationnisme » stalinien : elle n'est pas replacée dans le contexte et elle veut être une justification indépendamment de l'analyse de la situation présente. Nous montrerons, au contraire, que l'actuelle politique du P.C.F. tourne le dos au léninisme vivant.

La brochure de Lénine était dirigée contre les positions d'un certain nombre de militants qui proposaient que les Partis Communistes se prononcent en faveur de l'abstentionnisme électoral, contre la présence des militants révolutionnaires dans les syndicats et associations professionnelles de masses dirigées par les réformistes et les réactionnaires.

Qu'y a-t-il de commun entre les divergences qui séparaient Lénine et certains communistes en 1920 et celles qui séparent Duclos et les adhérents du PCF qui renâclent devant le « compromis »? Dans les deux cas il s'agit, on le voit au simple exposé, de deux choses tout à fait différentes.

Lénine, il est vrai, cite dans la « Maladie » un certain nombre de compromis auxquels les bolcheviks durent se soumettre :

1907 : bloc politique formé avec les « socialistes révolutionnaires » pour les élections à la Douma ; de 1903 à 1912 : coexistence avec les mencheviks au sein d'un même Parti. Pendant la première guerre impérialiste, compromis avec les mencheviks de gauche (Martov) ; les « kautskystes » et une partie des socialistes révolutionnaires (Nathanson). A Zimmerwald, manifeste commun avec les mencheviks. En octobre, bloc politique avec les socialistes révolutionnaires de gauche.

On le voit, dans tous ces cas, il ne s'agit que d'alliance avec des formations réformistes ou centristes.

Pardon, vous oubliez l'alliance formelle de l'ancienne rédaction de « l'Iskra » avec le libéral bourgeois Strouvé en 1901-1902? Cet exemple, que Lénine ne passe pas sous silence, se place avant 1905, date de la véritable naissance du bolchevisme dans le sang ouvrier de Saint-Pétersbourg. Et si, au cours de scrutins de balottage, les bolcheviks soutinrent parfois les libéraux contre le tsarisme, il faut comprendre qu'ils agissaient dans un pays semi-féodal et que se posait la question de leur existence légale. Cette pratique ne fut d'ailleurs que de très courte durée.

Dans cette liste de compromis que nous avons complaisamment reproduite, il n'en est aucun qui puisse servir de précédent à Maurice Thorez et à Jacques Duclos. Ce que ces dirigeants proposent, c'est un compromis avec des organisations de la bourgeoisie en vue de former un gouvernement bourgeois. Jamais le Parti bolchevik n'a

pratiqué une telle politique. En novembre 1917 la coalition gouvernementale comprenait des socialistes révolutionnaires et des mencheviks qui représentaient des courants dans la classe ouvrière et la paysannerie pauvre.

Ce n'est pas dans les Œuvres de Lénine que Jacques Duclos trouvera une justification, mais dans celles de Marcel Sembat ou de Guy Mollet.

Venons-en au fond de la question. Il est vrai que les communistes ne peuvent être contre tous les compromis. Il y a de bons et de mauvais compromis. C'est ce qu'exprime Lénine : « Il y a des compromis et des compromis. Il faut savoir analyser la situation et les conditions concrètes de chaque compromis ou de chaque variété de compromis. » (page 707) et dans la même brochure : « L'homme politique, désireux d'être utile au prolétariat doit savoir discerner les cas concrets où les compromis sont inadmissibles, où ils expriment l'opportunisme et la trahison et diriger contre ces compromis concrets tout le tranchant de sa critique... »

Quel est alors le critère du compromis admissible? *Un compromis admissible est celui qui permet le développement du mouvement des masses et l'éducation révolutionnaire des travailleurs.*

Celui qui cherche à défendre Jacques Duclos ne répond absolument pas à ce critère. Tout comme la politique du Front National Uni, tout comme le vote des pouvoirs spéciaux qui porta un coup terrible à la lutte des travailleurs, le compromis avec l'UDSR, les radicaux et le RGR sera, est déjà un frein puissant pour l'action des masses, en France et en Algérie.

En France. En effet les dirigeants bourgeois auxquels Thorez et Duclos proposent le compromis demandent ou demanderont quelque chose en échange. Ce « quelque chose » ne peut être que la garantie au terme de laquelle le PCF promettra explicitement ou tacitement de ne pas impulser l'action revendicative et l'action politique. Au moment de la campagne contre la CED et la néo CED, l'alliance avec les « bons Français » avait comme contrepartie nécessaire la mise en sommeil du Front Unique pour ne pas indisposer les grands bourgeois patriotes.

L'ASSEMBLEE DU CIRQUE D'HIVER

La politique du P.C.F. ne satisfait plus de larges couches de militants communistes. Le 24 octobre, au Cirque d'Hiver, devant six ou sept mille militants du parti, J. Duclos et M. Thorez sont venus justifier la politique du « compromis à gauche » pour la paix en Algérie.

Une majorité au Parlement allant du P.C.F. jusqu'aux radicaux et l'U.D.S.R. et le R.G.R. (comme J.-P. David et Plevin peut-être...) était, paraît-il, capable de réaliser cette politique. Au fait, n'était-ce pas là, précisément, la première majorité Mollet-Lacoste?

Les militants qui composaient la salle, des jeunes en majorité, n'ont pas paru convaincus par les longues explications de Duclos sur la différence entre les bons et les mauvais compromis.

Visiblement, les deux discours étaient destinés aux militants qui pensaient que le compromis proposé était mauvais, lesquels militants étaient plus nombreux que d'aucuns auraient cru.

Sitôt le meeting terminé, la foule des militants, au lieu de se disperser vers le métro, stationna pendant près de vingt minutes devant le Cirque d'Hiver, scandant les mots d'ordre de Paix en Algérie.

Les « responsables » essayèrent de lancer celui de « Speidel assassin » auquel beaucoup de militants préférèrent ceux de « Lacoste assassin » et de « Grève le 25 ».

Alors, spontanément, sans qu'aucun « responsable » n'en ait pris l'initiative, les militants décidèrent de manifester vers la République, où, après avoir brisé un cordon de police, les manifestants furent exhortés, par Raymond Guyot entre autres, à « se disperser maintenant à cause des flics ».

Cette manifestation qui entraîna la totalité

Pour quelles raisons le PCF laissa-t-il les manifestations de rappelés et de travailleurs sans direction, sinon parce que cette politique était la contrepartie indispensable du vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet qu'il ne fallait pas indisposer. A l'heure actuelle, comme on peut le lire dans les pages ouvrières de « La Vérité des Travailleurs », le PCF et la CGT ont subi la pression des masses et ont dû abandonner au moins temporairement, le langage de la « particularisation » des luttes. Mais c'est de mauvais gré. Les Fédérations d'industrie ne mettent pas en avant le mot d'ordre central, il n'y a pas de politique de Comités d'Unité d'action, il n'y a pas d'autres perspectives que celles découlant de pourparlers avec les autres centrales syndicales.

En Algérie : Il faut affirmer hautement que le compromis de Thorez-Duclos porte un grave préjudice à la lutte des travailleurs algériens. Ce que proposent Thorez-Duclos, n'est pas une négociation préalable avec les différents représentants de la bourgeoisie française. Cela équivaut à se rallier à la position du statut octroyé, un diktat, fut-il libéral, de l'impérialiste français.

Les trotskystes fidèles à l'esprit du léninisme ne sont pas contre tous les compromis. S'il est vrai que le PCF doit s'adresser au PS — non dans le cadre d'une politique d'alliance avec la bourgeoisie mais dans le cadre d'une politique de Front Unique révolutionnaire seule capable de contraindre ou de submerger les dirigeants sociaux démocrates — un point au moins du programme d'un éventuel gouvernement PCF-PS doit reposer sur un compromis. Le PCF devrait déclarer hautement qu'un gouvernement ouvrier et paysan serait indépendant de toutes les alliances militaires (Pacte Atlantique, Pacte de Varsovie). Il s'agit là sans doute d'un compromis, mais pas d'un compromis pourri qui ne mène à rien. Ce compromis, au lieu de freiner la lutte de la classe ouvrière, l'impulserait, renforcerait l'opposition dans le PS, en dissipant la méfiance d'un grand nombre de travailleurs. Il serait une contribution importante à l'essor de la lutte révolutionnaire dans le monde et de ce fait à la défense de l'URSS.

des participants au meeting, rompt avec la tradition stalinienne selon laquelle une telle action spontanée est toujours suspecte d'être l'initiative de provocateurs. Mais l'aspect le plus important de ceci, et qui a été senti par la plupart des présents, c'est la rupture de ton très nette entre les discours dans la salle et l'atmosphère dans la rue.

Beaucoup durent être très étonnés de voir la place et le commentaire qui furent faits le lendemain dans « L'Huma » à cette manifestation.

A PROPOS DE L'HISTOIRE DU PCF

Une Commission de travail, dûment encadrée par le Bureau Politique, va travailler à la rédaction d'une histoire du P.C.F. « France Nouvelle » a publié le rapport de F. Billoux à la première réunion de cette Commission. Deux faits à noter : il n'a fait allusion à Thorez qu'à deux reprises, en indiquant que « Fils du Peuple » serait utile aux travaux de la Commission, ainsi que les indications données en 1939 par le Secrétaire général aux historiens qui, déjà à l'époque, travaillaient à l'histoire du Parti. Où est le temps où l'histoire du PCF se réduisait à la chronique épique de l'accession de Thorez à la direction du Parti? D'autre part, la lutte contre les trotskystes, qu'on présentait jusque là comme un des moteurs du développement du PCF, est absente du schéma proposé par Billoux.

Les stalinien changeant en tapinois leurs principaux thèmes passés. Mais il n'y aura pas cependant d'histoire du P.C.F. tant qu'une discussion générale ne sera pas engagée sur les expériences politiques qui ont marqué cette histoire. Ce sont les militants qui ont fait du P.C.F. un Parti de masse ; ce sont eux qui doivent apprécier le passé, de même qu'ils décideront en pleine conscience de l'avenir.